

## Activité : Le Pacte des solidarités

**Montrer comment une politique sociale participe au bien-être de l'individu et des groupes sociaux, à la cohésion sociale.**

**Objectif** : Faire le lien entre les déterminants du bien-être et les objectifs de la mesure.

« La Première ministre a présenté devant les fédérations et les grandes associations de lutte contre la pauvreté, le Pacte des solidarités qui entrera en vigueur au 1er janvier 2024. Ce Pacte a été élaboré en concertation avec l'ensemble des acteurs depuis un an et sera porté par la ministre des Solidarités et des Familles, Aurore BERGÉ, en lien étroit avec l'ensemble des ministres concernés.

Si notre modèle social fait partie des plus robustes et redistributifs au monde, trois fragilités persistent : la forte reproduction de la pauvreté entre générations, la difficulté à sortir de la pauvreté rapidement, notamment en retrouvant un emploi et le non-recours persistant aux droits. »

<https://www.info.gouv.fr/communiqu/presentation-du-pacte-des-solidarites-aux-federations-et-associations-de-lutte-contre-la-pauvrete>

### Consignes :

-  **Présenter** les différents déterminants de la pauvreté.
-  **Présenter** l'impact de la pauvreté sur le bien-être de la population.
-  **Identifier** les différents axes du « Pacte des solidarités »
-  En vous appuyant sur les différents axes du « Pacte des solidarités », **mettre en évidence** les déterminants de la pauvreté sur lesquels ils agissent.

### Question de synthèse :

**Expliquer** comment « le Pacte des solidarités » permet de favoriser le bien-être des individus en situation de pauvreté.

## Document 1 : La pauvreté en France : quelques chiffres

La pauvreté, qu'elle soit monétaire ou grande, touche une part significative de la population en France, avec environ 14,6% des personnes vivant en situation de pauvreté monétaire en 2019, selon les données de l'Insee. Cette réalité est particulièrement préoccupante dans les départements d'Outre-mer. La pauvreté affecte les individus et les familles de manière complexe, engendrant des implications profondes sur divers aspects de leur vie.

Cette situation de précarité financière peut avoir des répercussions graves et étendues, allant bien au-delà de l'aspect matériel. Par exemple, selon une étude de l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale, les personnes vivant dans la pauvreté ont deux fois plus de risques de souffrir de maladies chroniques que les autres, en raison d'un accès limité aux soins de santé.

De même, la pauvreté peut compromettre l'accès à une éducation de qualité. Selon les données de l'Unicef, les enfants issus de milieux défavorisés ont trois fois plus de risques d'échouer à l'école que les autres, en raison de ressources éducatives limitées à la maison et dans leur environnement.

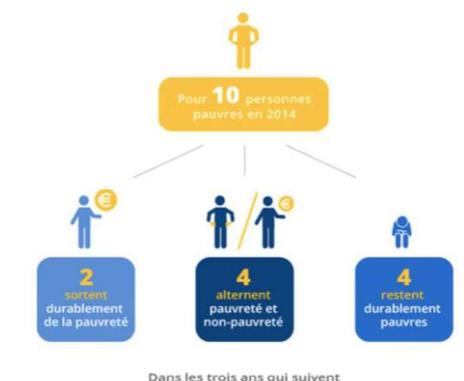
En ce qui concerne le logement, les personnes vivant dans la pauvreté sont plus susceptibles de vivre dans des logements surpeuplés et insalubres. Selon une étude de la Fondation Abbé Pierre, près de 3,8 millions de personnes vivent dans des conditions de logement précaires en France, ce qui peut avoir des conséquences néfastes sur leur santé et leur bien-être.

Enfin, la précarité financière peut contribuer à l'isolement social et à la marginalisation des personnes concernées, les privant ainsi de l'appartenance à la société et de la possibilité de participer pleinement à la vie communautaire et politique.

En résumé, la pauvreté peut avoir des effets profonds et variés sur le bien-être des individus, affectant leur santé, leur éducation, leur logement et leur intégration sociale. Il est donc crucial de comprendre ces implications pour mettre en place des mesures efficaces visant à lutter contre la pauvreté et à promouvoir le bien-être de tous les membres de la société.

<https://solidarites.gouv.fr/situation-sociale-analyse-des-derniers-chiffres-de-linsee-et-du-barometre-de-suivi-qualitatif-de-la>

**SEULES 20 % DES PERSONNES PAUVRES  
SORTENT DURABLEMENT DE LA PAUVRETÉ,  
SANS Y RETOMBER  
DANS LES TROIS ANNÉES QUI SUIVENT**



Pauvreté au sens monétaire, au seuil de 60 % du niveau de vie médian, en France métropolitaine. Résultats à partir de l'enquête Statistiques sur les ressources et conditions de vie (SRCV).

## Document 2 : Pauvre un jour, pauvre toujours

Le risque pour une personne qui bascule dans la pauvreté une année donnée de le rester l'année suivante est élevé. En effet, 70 % des personnes dont le niveau de vie est sous le seuil de pauvreté en 2016 sont toujours pauvres en 2017. Depuis une quinzaine d'années, la pauvreté persiste plus souvent sur deux années consécutives : 58 % des personnes pauvres l'étaient deux années de suite en 2004 contre 65 % en 2009.

Les sorties durables de la pauvreté sont faibles : seules deux personnes pauvres sur dix ne le sont plus au cours des trois années suivantes. Par ailleurs, quatre personnes sur dix connaissent des allers-retours en situation de pauvreté et quatre sur dix restent pauvres durablement.

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/5759045#onqlet-2>

## Document 3 : Prestations sociales : le manque d'information, principale cause de non-recours

- [Société](#)

Publié le 20 avril 2023

Temps de lecture 3 minutes

Par : [La Rédaction](#)

Le non-recours aux prestations sociales accroît le risque de précarité socioéconomique et d'isolement des individus qui ne bénéficient pas des aides ou des droits auxquels ils pourraient prétendre. En France, le taux de non-recours à certaines prestations dépasse 30%. Le point sur ce phénomène et sa perception.

Une étude publiée le 12 avril 2023 par la Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (Drees) révèle que, [pour quatre personnes sur dix, le non-recours aux prestations sociales est principalement lié au manque d'information](#). Issue d'une enquête réalisée en 2021 auprès de 4 000 résidents de France métropolitaine, cette étude présente leur opinion sur le non-recours et ses raisons, ainsi que leur degré de connaissance des [prestations](#).

Un non-recours élevé pour beaucoup de sondés

**73% des sondés considèrent que le non-recours aux aides sociales est élevé** (contre 80% en 2016). Cette opinion est moins partagée par :

- les plus diplômés et les plus aisés ;
- les habitants des [unités urbaines](#) de 100 000 habitants ou plus (hors Paris) ;
- les personnes qui s'estiment moins attachées à l'intervention publique en faveur des plus démunis.

L'[Observatoire des non-recours aux droits et services \(Odenore\)](#) distingue le non-recours :

- par non-connaissance ;
- par non-proposition de la part des conseillers ou agents prestataires ;
- par non-demande (désintérêt pour la prestation, lassitude face à de longues procédures...) ;
- par non-réception (démarche inachevée, découragement) ;
- par non-orientation (manque d'accompagnement dans l'accès aux dispositifs).

Le manque d'information, première cause de non-recours

Les personnes interrogées sur leur **perception des raisons du non-recours** citent :

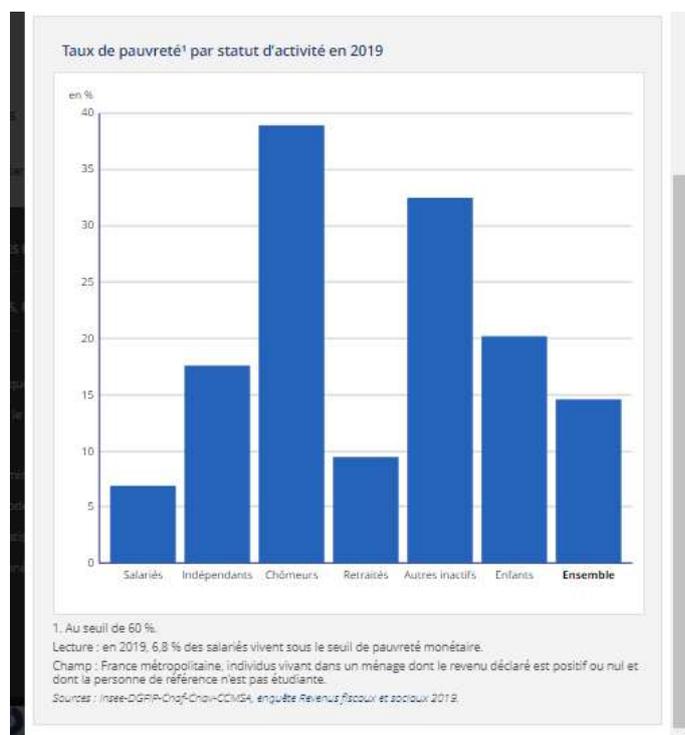
- le manque d'information sur les aides ou les organismes (39% en 2020 contre 56% en 2016) ;
- la complexité des démarches (23% contre 22% en 2016) ;
- la crainte de conséquences négatives (18%) ;
- le souhait de s'en sortir par soi-même ou de ne pas être considéré comme un assisté (16%).

[Non-recours aux minima sociaux : une étude comparative avec 5 pays européens](#)

## Document 4 : Avoir un emploi protège-t-il de la pauvreté ?

En France, le taux de pauvreté des personnes en emploi (8,1 %) est plus de quatre fois inférieur à celui des chômeurs (38,9 %) et des inactifs non retraités (32,5 %). Les salariés ont le taux de pauvreté le plus faible (6,8 %), et le rôle protecteur de l'emploi salarié s'est renforcé puisque le taux de pauvreté des salariés a diminué depuis 1996. Les indépendants sont plus exposés à la pauvreté monétaire que les salariés (17,6 %), même si ce risque a légèrement baissé depuis 1996.

En 2019, 2 millions de travailleurs sont pauvres. Cette situation concerne avant tout les ouvriers et les employés, mais également les indépendants, qui représentent le quart des travailleurs pauvres. Parmi les travailleurs, les femmes, les jeunes et les personnes nées à l'étranger sont plus touchés par la pauvreté. En effet, ils occupent plus fréquemment un emploi non qualifié, à temps partiel, ou des emplois instables avec des épisodes de chômage ou d'inactivité, critères qui les exposent à de faibles revenus d'activité. Le risque de pauvreté est accentué si le travailleur est l'unique apporteur de ressources de son ménage, particulièrement s'il a des personnes à charge.



<https://www.insee.fr/fr/statistiques/5759045#graphique-q3>

## **Document 5 : Lutte contre la précarité énergétique : chèque énergie, aides à la rénovation énergétique...**

**Le Jeudi 22 juin 2023**

La réduction de la précarité énergétique constitue un enjeu majeur de la politique énergétique. Les leviers d'actions sont de deux ordres : traiter les causes en agissant sur la consommation, notamment au travers de la performance énergétique des logements ; proposer une aide au paiement de la facture énergétique pour les ménages en situation de précarité, notamment avec le chèque énergie.

L'état de la précarité énergétique en France  
Définition législative de la précarité énergétique

La loi du 10 juillet 2010, dite loi Grenelle 2, énonce une définition légale de la précarité énergétique :

« Est en situation de précarité énergétique [...] une personne qui éprouve dans son logement des difficultés particulières à disposer de la fourniture d'énergie nécessaire à la satisfaction de ses besoins élémentaires en raison de l'inadaptation de ses ressources ou de ses conditions d'habitat ».

### **Indicateurs proposés par l'observatoire national de la précarité énergétique (ONPE)**

L'observatoire national de la précarité énergétique (ONPE) a été mis en place le 1er mars 2011 afin de disposer d'une connaissance fiable et partagée du phénomène de précarité énergétique.

Après un premier rapport publié en septembre 2014, l'ONPE a mis à jour en 2016 son évaluation du phénomène de la précarité énergétique à partir de l'exploitation statistique de l'Enquête Nationale Logement 2013 (INSEE).

## **Document 6 : Les causes de la pauvreté en France**

La question de la pauvreté en France est complexe et multifactorielle. En analysant les données et les informations disponibles, plusieurs facteurs peuvent être identifiés comme influençant la prévalence et l'ampleur de la pauvreté dans le pays.

Tout d'abord, il est important de considérer le rôle de l'accès aux ressources financières et aux prestations sociales. Les données indiquent que de nombreuses personnes éligibles aux prestations sociales ne les réclament pas en raison d'un manque d'information. Cette observation soulève la question de l'accessibilité et de la connaissance des dispositifs de soutien social, et met en lumière l'importance de ces ressources dans la lutte contre la pauvreté.

Ensuite, il est pertinent d'examiner le lien entre l'emploi et la pauvreté. Les chiffres montrent que le taux de pauvreté est significativement plus bas chez les personnes en emploi par rapport aux chômeurs et aux inactifs. Cette observation suggère que l'emploi peut jouer un rôle crucial dans la réduction de la pauvreté. Cependant, il convient d'approfondir la discussion sur la qualité de l'emploi, les conditions de travail et les disparités salariales, qui peuvent également influencer le niveau de pauvreté.

Par ailleurs, la question de la précarité énergétique mérite également notre attention. Les ménages consacrant une part importante de leurs revenus aux dépenses énergétiques peuvent être davantage exposés à la pauvreté. Cette observation soulève des questions sur l'accessibilité et l'abordabilité des services énergétiques, ainsi que sur les politiques de logement et d'énergie.

Enfin, il est crucial d'aborder les facteurs structurels et systémiques qui contribuent à la perpétuation de la pauvreté. Les inégalités économiques, les discriminations et les politiques publiques peuvent tous jouer un rôle dans la création et le maintien des situations de pauvreté.

En résumé, la pauvreté en France est le résultat de multiples facteurs interconnectés, allant de l'accès aux prestations sociales à la qualité de l'emploi, en passant par la précarité énergétique et les inégalités structurelles.

Chat gpt 3.5 IA

#### Document 7 : **Pacte des solidarités 2023-2027**



  
GOUVERNEMENT  
Économie  
Finances

### **Pacte des solidarités 2023-2027**

**Enjeux et méthode d'élaboration**

**PACTE**  
SOLIDARITÉS

[https://solidarites.gouv.fr/sites/solidarite/files/2023-09/Présentation\\_Pacte%20des%20solidarités\\_Lutte%20contre%20la%20pauvreté\\_2023.09.18.pdf](https://solidarites.gouv.fr/sites/solidarite/files/2023-09/Présentation_Pacte%20des%20solidarités_Lutte%20contre%20la%20pauvreté_2023.09.18.pdf)